
ICANN80 | Forum de politiques – Séance de clôture pour les dirigeants d’At-Large
Jeudi 13 juin 2024 – 13h45 à 15h00 KGL

GISELLA GRUBER : Bonjour, bonsoir. Bienvenue à cette séance de synthèse des dirigeants d'At-Large. Je m'appelle Gisella Gruber et je suis responsable de la participation à distance pour cette séance. Veuillez noter que cette séance est enregistrée et qu'elle est régie par les normes de comportement attendues par l'ICANN. Les questions et les commentaires ne seront lus à voix haute que s'ils sont soumis dans la fenêtre Questions-réponses.

Si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main sur Zoom. Lorsque l'on vous donnera la parole virtuellement, vous pourrez activer votre micro. Les participants sur place utiliseront un micro physique pour parler. L'interprétation est proposée en anglais, français et espagnol. Veuillez indiquer votre nom pour l'enregistrement et la langue dans laquelle vous vous exprimerez, si elle est autre que l'anglais. Veuillez parler à un débit raisonnable. Et sur ce, je donne la parole à Jonathan Zuck, président de l'ALAC.

JONATHAN ZUCK : Merci. Merci Gisella. Nous avons réussi à accomplir une autre réunion de l'ICANN. C'était une réunion qui devait être courte, mais l'ordre du

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

jour était aussi chargé que pour les autres réunions. Mais nous avons réussi à tout faire. Merci pour votre participation continue.

Le but de cette réunion est de continuer à réviser ce qui a été fait, entendre les rapports sur ce que les uns et les autres ont pu observer, parler des sujets qui doivent être résolus quand on parle de rapport. Un rapport, c'est quelque chose qui doit conduire à des actions pour ce comité. Nous allons donc entendre l'Association de soutien au Forum sur la gouvernance de l'Internet. Nous aurons donc les responsables des groupes de travail et nous entendons de la part de Maarten les étapes du plan stratégique qu'il nous présentera. Donc, nous avons un programme chargé et sur ce, je vais donner la parole à Amrita qui va nous parler donc de cette Association de soutien au Forum sur la gouvernance de l'Internet.

AMRITA CHOUDHURY :

Merci Jonathan. Je vous remercie donc de nous donner l'occasion de partager qui nous sommes. Je sais que vous avez peut-être déjà participé à l'IGF et qui est donc associé au forum régional, donc au niveau régional. Est-ce que vous êtes associé à ce forum sur la gouvernance de l'Internet? Donc nous allons vous présenter brièvement l'IGFSA. Diapositive suivante ou précédente.

JONATHAN ZUCK :

Est-ce que la personne qui gère Zoom peut effacer la boîte de dialogue qui se trouve au milieu de l'écran?

AMRITA CHOUDHURY :

Vous le savez, nous allons vous présenter donc l’IGFSA. Si vous avez déjà entendu cela, veuillez m'excuser. Pour la plupart d'entre nous, surtout au sein de l'At-Large, l'IGF héberge des réunions pour toutes les parties prenantes afin qu'elles puissent parler de sujets qui les concernent sur un pied d'égalité et ensuite rapporter ce qui a été appris. Il y a les gouvernements, la société civile, les entreprises, les régulateurs. Donc c'est une source d'inspiration et cela permet aux gens de revenir dans leur communauté et donc ramener ce qui a été appris sur place au sein de ce forum.

Le forum a été donc lancé en 2006 et l'association IGFSA a été établie en 2014. L'objectif principal est de soutenir les initiatives régionales sur la gouvernance de l'Internet, surtout pour les pays en développement. Diapositive suivante, s'il vous plaît.

Pourquoi soutenons-nous les IGF locales? Donc nous ne parlons que du point de vue de l'ICANN, car nous sommes à l'ICANN. Le but principal, malgré les différentes discussions qui se déroulent à l'IGF, le contenu est principalement lié au numérique. Il y a aussi des discussions sur les noms de domaine, sur les noms et les nombres. Il s'agit aussi de lancer des discussions. Par exemple, si on parle de l'usage malveillant du DNS, il y a des choses aussi qui se passent au niveau de l'infrastructure et ça c'est différent. Il s'agit aussi de renforcer la compréhension des influenceurs, des régulateurs. Il y a donc des différences entre les différentes discussions qui sont menées. Diapositive suivante, s'il vous plaît.

Actuellement, donc, il y a plus de 130, plus de 150 pays qui sont représentés. Nos aides financières vont de 500 à 3 500 \$. Cela dépend donc des destinataires. Donc, les initiatives régionales de la jeunesse, nous avons un processus qui consiste à travailler par le biais du secrétaire. Et il s'agit donc de faire en sorte que tout soit bien réglementé et trié afin qu'il n'y ait pas de doublons.

Pour ceux qui soutiennent les initiatives régionales, il faut savoir qu'elles n'ont pas été en mesure d'être soutenues. Et c'est là que nous soutenons certaines de ces initiatives. Diapositive suivante, s'il vous plaît.

Il y a différentes discussions qui se déroulent. Certains des sujets qui sont d'intérêt portent sur l'opération du DNS, l'interopérabilité au niveau mondial, la protection des données, donc l'atténuation de l'usage malveillant du DNS, la régulation et, évidemment, la sécurité publique. Voilà quelques-uns des sujets, et vous le savez mieux que moi, ce qui est débattu au niveau local. Diapositive suivante.

Donc, comme je l'ai dit, nous soutenons l'initiative régionale nationale. Et je l'ai dit, pourquoi soutenir cela? Il faut distinguer les infrastructures et les protocoles de l'Internet. Nous renforçons les forums multipartites, car vous entendez parler des nombreux processus qui existent en raison de l'impact de la technologie du numérique sur la vie de chacun. Il n'est pas possible que seuls les gouvernements soient impliqués. Donc, nous essayons de souligner le fait que si vous voulez soutenir l'IGF et le modèle multipartite, c'est un moyen de le soutenir.

Diapositive suivante. Donc, nous soutenons les événements annuellement. Nous faisons de la supervision, du contrôle de la qualité. Donc nous avons des échanges avec le secrétariat, Jennifer est ici. Nous sommes à différentes séances, donc nous nous divisons la tâche, mais nous faisons de la supervision, du contrôle de qualité. Nous supervisons l'ensemble du programme. Nous sommes donc habilités à faire du tri. Par exemple, nous avons échangé avec SSAC, ils nous ont dit qu'ils avaient la possibilité de nous soutenir en soutenant l'invitation d'intervenants et donc en nous proposant des sujets. Et nous recueillons aussi des retours. Diapositive suivante, s'il vous plaît.

Comment vous impliquer? Donc vous pouvez devenir un membre individuel d'IGFSA. Donc les frais annuels sont de 25 \$. Donc le site web c'est igfsa.org/become-a-member. Vous pouvez donc vous porter volontaire pour être intervenant, pour être panéliste, produire des contenus. Nous vous demandons de diffuser l'information. Parlez de nous. Si vous avez des suggestions sur qui nous pouvons contacter, vous pouvez donc contacter Chris Mondini et voyez son adresse email. Et voici la diapositive suivante.

Nous recherchons votre soutien pour contacter des gens pour savoir comment contribuer à l'IGFSA. Donc 25 personnes qui contribueraient 25 \$ pourraient contribuer à soutenir une initiative dans un pays en développement. Ici, c'est le comité exécutif. Vous les connaissez sans doute tous, ils viennent du monde de l'ICANN. Et voilà. Donc j'arrive à la fin de ma présentation. Si vous avez des questions, je serai heureuse d'y répondre. Merci.

JONATHAN ZUCK : Amrita, est-ce que le but de l'association est de créer de nouveaux IGF dans les communautés mal desservies?

AMRITA CHOUDHURY : Le travail principal de l'association, c'est de soutenir les IGF et les initiatives nationales régionales. Nous soutenons souvent les IGF qui n'ont pas de fonds. Souvent, il y a par exemple un désir d'accessibilité d'avoir accès à des sous-titres et, parfois, il n'est pas possible de financer des sous-titres. Alors nous les aidons, mais principalement nous aidons l'écosystème. Nous soutenons de nombreuses initiatives. Nous en avons soutenu 256. Nous soutenons ces initiatives.

JONATHAN ZUCK : Nous voyons la main de Avri.

AVRI DORIA : Donc moi j'ai fait partie de l'IGF quand elle a été créée au tout début. Et effectivement, tout ce qui a été dit est correct. La raison? L'objectif est de créer la possibilité aux personnes ordinaires et aux institutions de faire des dons, car donc la procédure de financement de l'ONU est assez ardue à suivre. Donc ici, il s'agit de créer une méthode plus facile et je vous recommande à tous de rejoindre cette association. Merci.

JONATHAN ZUCK : Merci. Voilà pour les questions. Amrita, merci beaucoup.

REMMY NWEKE :

Donc je représente l'Association du numérique en Afrique. Merci Amrita pour cette présentation. Je suis analyste donc en Afrique. Merci pour cette présentation. Donc cette association ne soutient que les IGF ou les initiatives de l'IGF. J'aimerais avoir un éclaircissement.

Par exemple pour le Nigeria, nous sommes un grand pays. Avoir un IGF n'est pas ce qui se fait de mieux. En Afrique, nous organisons des événements concernant la gouvernance de l'Internet et l'IGF nationale, dont nous sommes membres, essaient de proposer des rapports sur ce que nous avons fait. Et je pense qu'il faut continuer à encourager la sensibilisation.

Si vous regardez le Nigeria, par exemple, il faudrait galvaniser les gens et combler donc les lacunes au sein du secteur DNS. Je ne sais pas s'il y aurait un moyen de soutenir des initiatives ALS et aussi les plateformes nationales.

AMRITA CHOUDHURY :

Merci Remmy. En fait, malheureusement nous dépendons des fonds que nous avons et nous pouvons uniquement soutenir les initiatives régionales et nationales, notamment les jeunes. Mais il y a cet espoir de soutenir la plupart des pays en développement et surtout les ALS. Mais pour le moment, nous souhaitons nous concentrer sur les NRI, à ce stade.

Nous souhaiterions augmenter les financements. C'est pour cela que nous vous contactons tous, pour que vous puissiez donc diffuser l'information, pour que nous puissions avoir davantage de parrains. Nous essayons de faire plus, nous souhaiterions faire plus, mais nous faisons autant que possible. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Amrita. Je crois que c'est tout pour les questions. Merci d'avoir attiré notre attention sur cela et d'encourager tout le monde à nous rejoindre. Maintenant, nous allons passer aux rapports des agents de liaison et nous commençons par Justine Chew, à moins qu'elle soit sur un appel simultanément de la GNSO.

JUSTINE CHEW :

J'ai une coupure d'électricité, donc je ne vais pas allumer mon écran. Donc je trouve que la réunion de ce mois était plutôt ennuyeuse. En fait, il n'y avait rien de significatif à rapporter à At-Large. Donc il y a un lien vers mon rapport qui se trouve dans l'ensemble des rapports At-Large. Donc je m'arrêterai là. Merci Jonathan.

JONATHAN ZUCK :

Merci. C'est très efficace, Justine. Je sais que Laura est à la réunion de synthèse de la ccNSO et donc elle est en train de soumettre un rapport. Est-ce que Marc de SSAC est présent?

MATTHIAS HUDOBNIK :

Je vais être bref. Nous avons eu nos réunions de groupes de travail. Vous pouvez consulter les enregistrements en ligne. Nous avons aussi

eu une réunion sur l'intelligence artificielle, sur la sécurité du DNS, donc comment il est possible d'automatiser certaines choses. Donc, nous avons eu aussi une réunion réussie avec la communauté At-Large sur la campagne de la sécurité du cyberspace et comment aider les utilisateurs finaux à être sensibilisés sur l'utilisation à titre personnel.

JONATHAN ZUCK : Donc tout cela est très efficace. Y a-t-il un autre agent de liaison? Est-ce que Joanna est présente?

JOANNA KULESZA : Très brièvement. Donc, il s'agit de la coopération avec le GAC. C'est toujours très fluide. La séance a été très réussie hier, elle a été brève et il y a eu donc un apport très intéressant de la part de Jonathan. Nous sommes complètement alignés sur la nécessité de protéger les utilisateurs finaux.

Nous nous concentrons sur la résolution des conflits et il semble qu'il y a encore beaucoup de travail à accomplir sur la sensibilisation. Et donc, il y a ces thématiques complexes pour les utilisateurs finaux, pour la sécurité aussi, donc des utilisateurs finaux des gouvernements sur le cyberspace. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il faut travailler ensemble pour sensibiliser à l'importance de rechercher des solutions sur les conflits potentiels et comment procéder de façon efficace? Il y a beaucoup d'expertise.

Il s'agit simplement de trouver des manières efficaces de trouver une méthode, de pouvoir travailler ensemble. Et il faudrait pouvoir mettre au courant les nouveaux venus. Il y a donc ce grand groupe du GAC où il y a un roulement et donc le GAC apprécie toujours les apports d’At-Large et donc il faudrait inclure ce qui a été communiqué dans le rapport.

Je remercie chacun de votre soutien. Je suis désolée de ne pas pouvoir vous joindre en présentiel, mais je sais que c'est très important aussi de soutenir les ALS. Merci pour votre soutien et j'aurais voulu être avec vous en présentiel. Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup. Oui, une note très brève. Les résultats de cette réunion, c'est, Est-ce que c'est désirable de soumettre un avis au conseil d'administration pour ne pas permettre, comment dire, des ajustements financiers pour les litiges au niveau des enchères? Et il semble que nous devrions faire cela dans une semaine, d'ici une semaine. Donc, nous allons devoir rédiger un texte très rapidement à l’ALAC pour rebondir sur cette question des enchères et des litiges.

JONATHAN ZUCK :

Oui, vraiment, c'est très serré. Il y a un groupe de travail sur les enchères. Oui, et brièvement pour ce groupe, l'étude qui a été commissionné par le conseil d'administration était assez pessimiste sur la possibilité d'empêcher les manipulations et les jeux sur les joint-ventures, les co-entreprises. Donc il y a eu des recommandations au

niveau des règles de procédure, mais ce n'est pas encore approuvé en tant que résolution du conseil d'administration. Donc, comment résoudre cette situation?

Comme l'a dit Alan hier lors de la réunion, vu qu'il y avait beaucoup de co-entreprises et de joint-ventures lors de la dernière série, je ne sais pas si ça va être très utile, mais on va devoir réfléchir à cela très rapidement. Et il y a quelqu'un qui m'a demandé dans les couloirs ce que j'en pensais et nous allons devoir donner un avis, l'avis de l'ALAC.

Je pense qu'il faut être assertif et il faut que le conseil d'administration statue et voit quelles sont les barrières procédurales pour les co-entreprises et les joint-ventures. Mais c'est mon point de vue personnel, donc il faut qu'on y travaille. Et le conseil d'administration pourra peut-être rebondir sur cette question.

ALAN GREENBERG : Oui, ce que j'ai entendu dire, c'est que des avis de l'ALAC seraient utiles.

JONATHAN ZUCK : Avri, vous avez levé la main. Merci.

AVRI DORIA : Donc, pour être un petit peu pessimiste, si nous envoyons une lettre ça devrait suggérer comment ils devraient procéder. Parce qu'essayez d'éviter cela qu'il n'y ait pas des avantages, pour certains, cela va être difficile. C'est parfois mis de côté. Donc si on pouvait trouver une

manière que ce soit toujours ouvert pour la coopération possible, pour qu'on puisse résoudre cela avec des coopérations.

Peut-être qu'on pourrait changer les noms. Je ne sais pas comment cela va fonctionner pour régler les litiges. Mais on ne peut pas faire à pile ou face et être dans des chambres d'hôtel et être avec plein d'argent et empêcher les manipulations et le règlement des litiges avec des règlements financiers, commerciaux. Donc il faut essayer de faire des recommandations. Il faut le recommander d'interdire en effet ce type de procédures et de manipulations qui peuvent exister.

JONATHAN ZUCK :

Merci beaucoup, Avri. Je suis tout à fait d'accord. C'est pour cela que nous rédigeons quelque chose. Nous pensons qu'il faudrait avoir des ventes aux enchères fermées, des enchères fermées. Voilà ce que nous proposons et il faut éviter à tout prix les manipulations. Je suis d'accord, c'est très difficile à faire.

Mais ça va être difficile pour les co-entreprises et les joint-ventures. C'est un problème substantiel et l'évaluation des priorités communautaires va être plus complexe également. Donc vraiment At-Large doit proposer des solutions. Et la solution est ce que vous avez indiqué Avri, c'est que ce soit des enchères privées.

ALAN GREENBERG :

Oui pour être clair, Avri, on ne parle pas d'essayer de limiter à seulement quelques enchères privées. On dit : Non, pas de résolutions privées. Il

faut qu'il y ait des pénalités si cela se déroule. Et la pénalité, ça pourrait aller jusqu'à la perte du TLD du nom de domaine. Donc c'est très complexe.

JONATHANZUCK : Y a-t-il d'autres commentaires?

AVRI DORIA : Donc, si vous permettez, c'est une bonne opportunité pour l'ICANN de faire un peu la police, c'est ça? Donc qu'est-ce qu'il y a de pire? Est-ce qu'on veut des enchères privées? Est-ce que c'est le pire? Ou bien est-ce qu'il faut que l'ICANN soit plus efficace et joue un rôle de police? Un peu. Donc c'est une tâche très intéressante et ça va être difficile.

JONATHAN ZUCK : Oui, vous avez raison. Donc, pour le moment, nous avons un avis qui commence à être rédigé. On dit tous la même chose. On ne parle pas d'interdire la résolution privée, on pense que les résolutions privées ne devraient pas être permises. Donc ça ne va pas être un état policier, ça va être résoudre l'ensemble des litiges. Et il y a une partie conformité. Et donc les entités ne seront même pas qu'il y a un litige qui a un contentieux au niveau de ce nom de domaine, au niveau de cette chaîne. Il faut que ça soit très clair en tant que groupe, c'est ce que nous proposons, c'est que ça fasse partie du dossier de candidature, donc qui ne sont même pas au courant. Lorsque vous faites un dossier de candidature, qu'il y a un contentieux et qu'il y a plusieurs personnes qui veulent obtenir cette chaîne. Donc c'est très compliqué.

Mais en effet, nous devons continuer à parler de cela. J'aimerais donc avoir Olivier, Avri, je ne sais pas comment vous voulez gérer cela. Parler des politiques? Et sur quoi allons-nous travailler mis à part cela? Donc Avri et Olivier, vous avez la parole.

AVRI DORIA : Est-ce qu’Olivier est là?

JONATHAN ZUCK : Je ne sais pas.

AVRI DORIA : Je ne vois pas Olivier. Donc je me suis mis à travailler avec le CPWG. J'aurais bien aimé que Olivier soit là pour prendre la parole.

JONATHAN ZUCK : Ne vous inquiétez pas, on ne va pas vous donner une note, on apprécie votre travail.

AVRI DORIA : Donc nous travaillons beaucoup avec At-Large. J'essaye de m'adapter. J'en apprend beaucoup et je ne sais pas exactement ce que je couvre. J'apprécie beaucoup les personnes qui ont travaillé à ces rapports, à la rédaction d'avis. Donc regardez un petit peu tous les comptes rendus que nous avons à la suite des séances que nous avons entendues.

Donc, est-ce que vous voulez que nous donnions la parole aux personnes qui ont écrit un rapport? Ou est-ce que vous voulez que je vous parle de quelques problématiques que j'ai notées et que, ensuite, je donne la possibilité aux personnes de s'exprimer? Je n'ai jamais vu la manière de procéder. Donc comment vous voulez que j'avance?

JONATHAN ZUCK :

Donc à At-Large, vous voyez, nous évoluons beaucoup à ce niveau. Donc nous avons eu des personnes qui ont donné des rapports, et parfois ils sont trop longs. Donc, si vous voulez essayer donc de pointer du doigt les points les plus importants, ce sera très bien. Mais ce que nous recherchons. C'est ce sur quoi nous devons prêter attention. Ça, c'est une politique dans laquelle nous devons nous engager. Ça, ça nous préoccupe un petit peu. Donc, ce sont des mesures à prendre un petit peu plus tard. C'est pour qu'on ait un petit peu une attention et qu'on ouvre les yeux sur certains points.

AVRI DORIA:

Donc oui, je vais passer en revue certains points qui me semblent importants et je veux inviter toute personne à prendre la parole si vous étiez, durant cette séance, présents.

Ce que l'on a vu lors des réunions du GAC, et on l'a entendu ailleurs également, c'est où allons-nous avec les RVC? Et je crois qu'il va falloir travailler beaucoup plus là-dessus sur cette question des RVC. Et on va en parler au CPWG, le groupe de travail des politiques consolidées, parce qu'il y a même des points de vue juridiques qui rentrent en ligne

de compte. Donc il y a les parties tierces externes qui peuvent être des arbitres, qui jouent un rôle d'arbitre, et cela ne va pas empêcher l'ICANN de prendre ses responsabilités. Et donc l'ICANN ne peut pas juger le contenu, vous le savez.

Donc au niveau des RVC, est-ce que nous avons besoin de plus de recommandations ou pas? C'est le travail que nous devons effectuer et c'est le travail que nous faisons en ce moment. Et je crois que ça va tomber dans les responsabilités d’At-Large, puisque nous travaillons tant avec les utilisateurs finaux, parce que là on parle de protection des utilisateurs finaux. Donc qu'est-ce qui peut être fait à ce niveau pour les engagements volontaires des registres pour protéger les utilisateurs finaux?

Donc, nous devons étudier cela et réfléchir à ces engagements volontaires. Nous avons vu cela lors des équipes de travail et de révision. Et ces équipes de révision pensent que nous devrions travailler beaucoup plus là-dessus. Donc, il n’y a pas uniquement les périodes de commentaires qui comptent. Je crois qu'il faut véritablement beaucoup se pencher sur ces points, comme les RVC.

Il faut qu'on étudie aussi les coûts et que l'on voit comment cela peut se dérouler au niveau de la tarification et de la comptabilité, notamment au niveau du soutien aux candidats. On a parlé des rabais également que nous allons accorder. Est-ce que ça va être 30 %, 50 %, 85 %? Pourquoi ce n'est pas totalement gratuit pour déposer des dossiers de demande de candidature pour des nouveaux gTLD?

Donc je crois que dans le monde du soutien aux candidats pour les nouveaux gTLD, il y a encore beaucoup de décisions à prendre. Comment on fait de la sensibilisation? Comment on informe? On en a parlé avec Sally, on a parlé de communication. Comment est-ce que nous pouvons aider? Comment est-ce que nous pouvons nous assurer qu'il y ait assez de diffusion des informations? Justine, peut-être que vous voulez rebondir là-dessus.

JUSTINE CHEW :

Oui, vous pouvez terminer si vous voulez.

AVRI DORIA :

Oui, je me posais la question. Moi, je passe un petit peu en revue tout cela rapidement, mais Justine, vous pouvez y aller.

JUSTINE CHEW :

Vous avez tout à fait raison. Il se passe beaucoup de choses au niveau de l’IRT, l’équipe de travail sur les révisions. Et donc nous avons également les procédures ultérieures. Nous avons encore du travail à faire au niveau de SubPro et des procédures ultérieures.

En ce qui concerne la tarification, les frais qui sont proposés pour les prestataires de services de registre et leur évaluation, cela ne va pas avoir un impact sur les utilisateurs finaux, mais cela pourrait avoir un impact sur les coûts par candidat qui ont besoin de soutien. Cela peut avoir un impact là-dessus et sur la capacité à obtenir un TLD. Parce que s’il y a des prestataires de services tierces, des entités tierces, ils font

passer les frais aux clients et les clients, ce seront donc les candidats à un nouveau gTLD. Donc ça, ça peut avoir un impact sur les dossiers de demande de nouveaux gTLD.

Donc un autre argument encore plus direct, c'est les frais d'évaluation des gTLD. Et jusqu'à présent, ce n'est pas encore très clair. Cela représente 200 000 \$ environ, 200 000 dollars américains. Donc, même avec un discount, un rabais de 75 %, ça représente toujours une somme conséquente pour beaucoup d'entités.

Le point suivant concernant l'ASP, c'est l'effet multiplicateur qui existe les différents crédits pour soutenir les candidats. Donc il y a deux mécanismes proposés. Il faut voir l'efficacité de ces mécanismes. Moi, j'ai lancé un défi à l'IRT pour voir si nous pouvons revoir toute cette question des enchères qui se posent et parler indépendamment des questions de crédit, séparer cela des enchères. Mais est-ce possible de séparer les deux?

On a été invité à analyser les deux mécanismes qui sont proposés pour voir si nous aimons certains éléments d'un mécanisme et certains éléments de l'autre mécanisme et essayer de joindre tout cela, de faire une combinaison de ces éléments pour que cela fonctionne bien. Donc nous allons essayer de voir ce qui est le plus approprié dans ces mécanismes différents. Et troisièmement, avant que j'oublie, nous avons été invités à fournir et mettre à jour des versions des versions des procédures de l'ALAC pour les commentaires et objections. Donc ça, ça va arriver directement à moi et à Cheryl Langdon-Orr. Ça ne va pas

passer par l'IRT. Donc, on a la première option de mettre cela à jour parce que ce sont des procédures ALAC. Donc on va devoir prendre du temps pour analyser cela de près. Et par rapport à la situation que nous avons eue dans la série de 2012, on doit faire une mise à jour et ensuite revenir vers l'IRT. Merci beaucoup.

AVRI DORIA :

Oui, ça a très bien fonctionné. Merci beaucoup. Je crois que j'ai pratiquement conclu, mais il y avait un autre point. On a parlé des diverses opportunités avec le CPH, les parties contractantes luttant contre l'utilisation malveillante du DNS, de comment enregistrer des rapports. Les grosses entreprises donc, sont bien au courant, mais voyons combien de rapports sont véritablement enregistrés?

Donc c'est un programme pilote actif qui existe. Et, est-ce que les utilisateurs pourront donc les utilisateurs finaux? Donc par exemple, à mon épouse analyser les entreprises en faisant un peu de s'informer sur les entreprises. Il y a peut-être la possibilité pour At-Large de contribuer à ces efforts et je ne sais pas.

Donc, en ce qui concerne les réunions de RDRS pour PPSAI, peut-être qu'on devrait se préoccuper de cela. Je ne sais pas si je vous ai donné exactement les bons sigles et les bons acronymes, mais je ne sais pas exactement où on en est à ce niveau. Je ne sais pas si vous étiez aux réunions dont j'ai parlé et voudrais rajouter quelque chose de concret. Donc, c'est en train de se passer avec les fonctions IANA aussi, il y a une

révision qui nous disent oui, ça avance, il n'y a pas eu de problème majeur à noter.

Donc, peut-être qu'au niveau de l'OFB, vous pourrez parler des diverses parties prenantes et revenir sur certains de ces points. Donc, je ne sais pas si quelqu'un a quelque chose à rajouter. Donc je ne vois pas des mains se lever.

JONATHAN ZUCK :

Jonathan Zuck. Non, je ne vois pas de main de lever. Je crois qu'il y a un autre point avec le GAC qu'on a débattu, c'est le programme de soutien aux candidats. C'est le premier venu, premier servi. Et c'est assez arbitraire dans un monde où il va y avoir beaucoup de personnes dont les langues ne sont pas obligatoirement les langues traduites. Il y a des applications pour cela. Donc, si on est premier venu, premier servi, cela va donner des avantages à certains par rapport à d'autres.

Et vraiment, il faut que l'on travaille à cela. Et, puis il y a la question financière. Il y a un soutien, peut être entre 10 et 16 millions qui sont pour le soutien aux candidats. Au départ, c'était 2 millions, donc on a avancé quand même à ce niveau. Mais, le GAC a été un petit peu préoccupé, donc je vois certaines mains se lever.

AVRI DORIA :

On en a parlé à l'IRT et la manière dont ils travaillaient. Donc, ce n'est pas vraiment premier venu, premier servi, mais c'est un peu la problématique d'un concept premier venu, premier servi. Il y a diverses opportunités qui existent. Ce n'est pas si mal que cela en fait, je pense.

Mais, ce qu'a dit Le GAC, ce qu'a dit Le GAC, c'est que... Si ce n'est pas assez d'argent, peut être que le conseil d'administration a plus d'argent à mettre sur la table. Et, cette question est-ce que le conseil d'administration a les moyens d'ici deux ans de faire plus pour le soutien aux candidatures? Donc, voilà où on a été. Alan Allez-y!

ALAN GREENBERG :

Alan au micro. Je voudrais dire que le PPSAI a commencé ce matin. Je crois que le travail sera considérable et je ne sais pas s'il y a d'autres personnes qui souhaitent participer à vous présenter cela comme si c'était très attractif. J'essaie d'être honnête parce que je ne veux pas que les gens s'inscrivent et disparaissent ensuite.

AVRI DORIA :

Avri au micro. J'étais là dès le début et en fait je n'y toucherai plus. Alors bonne chance. Avri au micro. Voilà, c'est tout pour moi. Je ne sais pas s'il y a des questions.

JONATHAN ZUCK :

Jonathan Zuck au micro. Je rends. Je donne la parole à Claire.

CLAIRE CRAIG :

Claire Craig au micro. Bonjour à tout le monde. Je m'appelle Claire Craig. Comme vous le savez, c'est une réunion relative au politique, donc il y a très peu pour nous au sein de l'OFB. Mais, pour ceux qui sont

nouveaux au sein de l’ALAC et de l’At-Large, je vais vous présenter rapidement ce que nous faisons au sein de l’OFB.

Donc, avant d'avoir le plaisir de donner la parole à Maarten Botterman pour le conseil d'administration de l'ICANN, donc je vais vous présenter ce que nous faisons au sein de notre groupe. Donc, finances, opérations, finances et budget. Nous avons pour mandat de traiter des questions liées donc aux finances, au budget, aux initiatives opérationnelles et également donc à tout ce qui a trait au PTI. Nous préparons des déclarations relatives aux révisions organisationnelles, y compris l'amélioration continue. Le programme d'amélioration continue.

Cette année, depuis décembre en particulier, nous avons été très occupés et nous avons commencé notre réunion aujourd'hui par le rapport sur l'IGF et ceux-là donc s'inscrit dans le travail de l'IGF. Dans notre réunion donc, nous avons parlé de notre travail pour SMCI et donc cela exige beaucoup de travail de notre part. Et donc, il y a la recommandation, donc 3.6 qui est le programme d'amélioration continue. Quand j'ai été invité à être la coprésidente de ce groupe de travail, Il avait été décidé que ce serait une réunion mensuelle et c'est passé à une réunion tous les quinze jours et puis une réunion hebdomadaire.

Nous planifions, nous préparons pour la révision holistique Pilote. C'est un groupe qui est ouvert à tout membre de l'At-Large, est bienvenu

pour partager son expertise, mais c'est une réunion obligatoire pour les membres de la l'ALAC.

Merci de ce temps de parole et je vais donner maintenant la parole à Maarten qui va nous parler du plan quinquennal. Donc, suivant, Il va nous présenter le plan stratégique, donc de ce plan de l'ICANN, et il faut que ce plan soit prêt aussi rapidement que possible.

MAARTEN BOTTERMAN :

Maarten Botterman au micro. Merci. Merci à l'ALAC de nous accueillir. Et, ce que vous entendrez plus tard, donc c'est le résultat du comité concerné et non pas le rapport de l'ensemble du conseil d'administration. Le but est de pouvoir recueillir vos retours avant de finaliser le plan préliminaire, avant qu'il soit soumis à commentaires publics. Donc, merci aussi à Léon.

Donc, diapositive suivante s'il vous plaît. Alors, c'est inscrit dans nos statuts constitutifs qu'il doit y avoir un plan quinquennal. Donc, nous souhaitons que cela soit clair. Nous vous présentons donc un plan opérationnel quinquennal, et ce plan est mis à jour annuellement. Sinon, cela ne serait pas productif.

Nous avons travaillé diligemment pour élaborer un plan préliminaire. Il est donc basé sur le plan quinquennal actuel, 2021-2025, et il est mis à jour annuellement. Nous recueillons des retours pour savoir quels sont les correctifs à apporter, les ajustements à apporter.

Et, il y a aussi donc ce scan environnemental, cet état des lieux que nous établissons grâce au retour de l'ensemble de la communauté. Nous sommes un écosystème, nous sommes un ICANN et ces séances sont utiles. Il y a des contributions qui nous permettent donc d'affiner et d'élaborer le nouveau plan stratégique. Le calendrier actuel est que ce plan doit être prêt pour être adopté au plus tard en mars 2025, afin qu'il puisse donc être en vigueur au mois de juillet au début de l'année fiscale.

Merci. Diapositive suivante. Ici, vous avez le calendrier et s'il s'agit d'un rappel sur le fait que ce travail est facilité par l'organisation et il est facilités, donc... Depuis 2023, nous avons effectué un scan environnemental, c'est à dire un état des lieux pour recueillir tous les retours nécessaires. Actuellement, nous en sommes à la partie finale. Pour pouvoir rendre ce plan prêt et le soumettre aux commentaires publics.

Donc, les premiers retours reçus pendant la séance publique, ou certains d'entre vous étaient présents. Nous l'apprécions. Nous avons eu l'occasion d'échanger avec la ccNSO, nous avons mis des processus en place et j'espère que cela va déclencher de très bons commentaires de la part de la communauté qui nous aidera à passer du plan préliminaire au plan final. Et, vous voyez donc les plans. Le commentaire public se déroulera donc de juillet à septembre.

Donc ici, vous voyez donc la déclaration qui a été donc élaborée en janvier, elle a été proposée en janvier. Et donc, le contenu à ce stade

reflète donc ce qui a été discuté. Nous essayons d'être succinct, d'avoir une déclaration dont les gens puissent se souvenir et s'identifier. Donc, dans le plan actuel, il y a une déclaration et nous considérons que dans le nouveau plan, il faudrait que cela soit encore plus intégré dans notre travail. Il faut voir à long terme.

Nous espérons que dans cinq ans, nous atteindrons... En tant que gestionnaires de confiance des systèmes d'identification unique d'Internet, l'ICANN se consacrera au renforcement de l'Internet unique et interopérable pour tous à l'échelle mondiale. Donc, il faut non seulement être des gestionnaires, mais des gestionnaires de confiance pour les systèmes d'identificateur unique. Et, nous ne travaillons pas seul. Nous avons donc les RIR, les opérateurs de registre, de serveur racine, etc.

Diapositive suivante. Ici, nous avons donc les quatre domaines d'objectifs stratégiques pour ceux qui connaissent le plan actuel. Ils savent qu'il y en a cinq de ces objectifs. Et maintenant, nous avons ciblé ces quatre objectifs qui, selon nous, sont les quatre objectifs stratégiques. Le premier, donc, consiste à soutenir et promouvoir le modèle multipartite de l'ICANN et donc le modèle de gouvernance de l'Internet inclusif. Et donc, il s'agit de quelque chose qui est intégré dans notre constitution, dans nos statuts constitutifs. Il s'agit de mieux travailler ensemble au sein de l'ICANN et aussi avec le monde extérieur, les partenaires.

Donc, l'objectif stratégique numéro deux, c'est renforcer l'excellence organisationnelle. Donc, il y a des demandes accrues et nous ne pouvons pas augmenter les moyens de répondre à ces demandes. Il faut améliorer notre agilité et notre adaptabilité. Il faut pouvoir agir plus rapidement ensemble. Il faut préserver notre pérennité financière. Nous sommes à un moment où, pour la première fois, nous n'avons pas pu rester dans les budgets car les coûts augmentent plus rapidement que les revenus. Il faut donc renforcer notre présence mondiale et notre impact mondial. Donc, il faut servir le monde de façon pérenne et efficace.

Et enfin donc, il y a des questions qui sont soulevées en ce qui concerne les ressources humaines de l'organisation et le monde extérieur...

... avance vers des reporting qui soient écologiques. Nous n'y sommes pas encore et il faut que le monde soit bien traité et nous devons faire notre part en ce sens. Donc ça, c'est un domaine d'action qui est nouveau. Et cela commence par établir une ligne de référence ligne de base et s'améliorer au fur et à mesure.

Donc, dernière diapositive, j'espère que je suis resté dans les cinq minutes imparties, mais j'ai beaucoup de passion pour ce sujet. Vous verrez qu'il y aura des publications au fur et à mesure et il y aura donc une publication sur le scanner environnemental sur Internet. Nous ne pouvons pas faire les choses sans vous. Merci pour vos contributions. Nous avons hâte de recevoir vos apports à 15 h 30 où il y aura des commentaires qui seront les bienvenus et aussi pendant la période de commentaires publics.

Nous continuons de vous écouter, nous vous avons écoutés et nous continuons de vous écouter. Nous voyons donc ce point à l'horizon vers lequel nous nous orientons et nous travaillons ensemble. Merci pour votre intérêt. J'ai vu beaucoup d'entre vous. Je vous ai entendu parler au sein de votre groupe ALAC et j'ai hâte. Nous avons hâte de recueillir vos retours quant à la période de commentaires publics aura commencé. Et il y aura donc des documents, il y aura des webinaires propices à la discussion.

Si vous me permettez encore une remarque, sachez que les actions entreprises relatives à la nouvelle série sont aussi publiées et disponibles sur Internet. Je serai heureux de répondre à toute question éventuelle et il y aura davantage d'espace cet après-midi pour les questions réponses lors de la séance publique.

HANNAH FRANK :

Merci beaucoup pour votre présentation. Je sais qu'hier il y a eu une séance de la ccNSO. Se rapportant aux objectifs de développement durable. Et donc, il y a cette question écologique qui fait partie des objectifs de développement durable. C'est l'objectif numéro huit de cet exercice fiscal.

Il ne s'agit pas simplement des réunions que nous avons ici et des déplacements en avion. La pollution que nous causons avec toutes ces réunions, par exemple ce gobelet. Nous devons parler de ces choses, parler de la façon dont l'infrastructure Internet pollue le monde.

Parfois, nous pensons que si tout se trouve sur le cloud, cela ne pollue pas. Mais, vous savez que le cloud, c'est une énorme infrastructure de serveurs qui consomment des millions et des millions d'éléments énergétiques et de l'eau aussi. Et, ces centres de données se trouvent en majorité dans des endroits où la population manque d'eau ou de ressources naturelles.

J'ai fait une recherche à ce sujet et je considère que l'ICANN peut mettre en place des actions relatives par exemple à sa page web. Donc, qu'elle est l'empreinte carbone de la page web de l'ICANN? Donc, quels sont les centres de données dans le monde qui sont écologiques, qui sont verts? Il ne suffit pas de dire voilà, je suis pour la pérennité des ressources.

JONATHAN ZUC :

Il faudrait une conversation interne à ce sujet et atteindre un consensus et soumettre le sujet au commentaire public.

HANNAH FRANK :

C'est le point que je voulais soulever justement.

MAARTEN BOTTERMAN :

Nous élaborons donc des points. Il y a tout d'abord la façon dont nous nous organisons au sein du conseil d'administration. Ensuite, il y a la façon dont nous travaillons avec la communauté, car vous souhaitez être d'accord avec cela, mais vous vous êtes déplacés ici.

Et, il y a cette troisième partie. C'est le reste du monde avec lequel nous interagissons, comme par exemple l'IETF, les centres de données. Il y a

tout d'abord notre propre centre de données, mais c'est une toute petite partie de ce qui existe dans le monde. Mais, nous entendons vos préoccupations et nous anticipons donc avec plaisir vos commentaires.

JONATHAN ZUCK :

Malheureusement, ce n'est pas le moment où nous pouvons nous plonger dans cette thématique. C'est pour cela que Maarten Botterman a bien souligné qu'il y avait donc une séance de commentaire publique. Donc je ne vais pas donner la parole à Pasteur Peters à ce stade, car nous n'avons pas le temps, et j'en suis désolé.

Il reste cinq minutes et nous allons donner la possibilité à Hadia de faire son résumé. Donc, avant de poursuivre.

HADIA ELMINIAMI :

Ok, très bien. Hadia Elminiawi au micro. Merci beaucoup. Donc, AFRALO a eu des tables rondes. La première a été pour améliorer l'infrastructure en Afrique, l'infrastructure du DNS en Afrique et la seconde table ronde, c'était sur l'inclusion multilingue pour l'Internet. Nous avons eu une excellente participation et à ces deux séances, nous avons eu beaucoup de personnes présentes. Nous avons eu des recommandations également qui proviennent de ces séances, de ces deux séances et des recommandations qui ont été utilisés dans la déclaration Afro-africaine. Notamment, pour un Internet multilingue.

Donc, je vais vous indiquer les recommandations qui proviennent de ces deux tables rondes, et nous allons avoir cela d'incorporer dans la déclaration afro africaine. Donc, premièrement, bâtir une capacité

législative. Aider les preneurs de décisions et législateurs à améliorer leur compréhension et effectuer des plaidoyers pour les politiques en Afrique concernant l'Internet et faire prendre conscience également des questions de l'expansion de l'infrastructure. Parce que le prochain milliard d'internautes proviendra d'Afrique et qu'il est crucial de conscientiser l'importance de ces serveurs racines et améliorer l'infrastructure du DNS, qui dépend beaucoup de l'infrastructure de l'Internet et du DNS avec plus de points d'échange qui sont nécessaires en Afrique pour avoir plus de serveurs racine en Afrique de résolveur également, qui renforceront le système DNS.

Et, nous avons également un programme de renforcement des capacités, tout particulièrement soutenant l'acceptation universelle des noms de domaine et l'internationalisation des noms de domaine et des adresses courriel.

Et au niveau de la collaboration, l'Association des universités africaines va utiliser son expertise et ses ressources pour promouvoir l'acceptation universelle. Je pense que nous avons fait une petite expérience lors d'une séance. Ça s'est très bien passé. Nous avons reçu un retour des ALS, des structures At-Large sur ces deux points et nous avons envoyé un questionnaire à ces ALS pour demander leur opinion concernant ces deux thématiques. Nous avons soumis des questions très spécifiques et obtenu un retour.

Nous avons été en mesure de soumettre le retour de ces ALS à la table ronde. Cela s'est très bien déroulé, ça a été très intéressant. Nous avons

donc vu quelles sont les données et préoccupations des ALS. Je crois qu'à l'avenir, c'est quelque chose que nous poursuivrons dans nos réunions. Ceci dit, j'aimerais donc remercier chacun et chacune d'entre vous qui a participé à AFRALO, aux réunions AFRALO, aux séances AFRALO. J'aimerais remercier donc l'ALAC, la communauté toute entière At-Large. Merci de votre soutien. J'aimerais également remercier le personnel et également remercier nos interprètes et toutes les personnes qui nous ont permis de communiquer et de réussir.

JONATHAN ZUCK :

Merci beaucoup, Hadia, et c'était un excellent ensemble de séances. Jonathan au micro. Je vais donner la parole maintenant à Denise Hochbaum.

DENISE HOCHBAUM :

Oui. Je vais donc résumer quelque chose que j'ai donc entendu. Je pense qu'il est important que tous les participants, les participants au processus ici présents des nouvelles générations Next Gen provenant d'Afrique notamment, ont été en mesure d'envisager l'avenir. Ils seront en mesure d'envisager l'avenir et de le créer, cet avenir de l'Internet. Je pense qu'ils travaillent à la base et ce qui est le plus important pour nous... Et, je suis très fier de ces NextGen, de ces personnes, des nouvelles générations, de ces plus jeunes. Ils nous ont dit. Ce qu'ils voulaient pour l'avenir. Et c'est tout à fait intéressant.

Ils sont totalement engagés cette nouvelle génération. Ils ont été accueillis chaleureusement dans la communauté. Tout le monde était prêt à communiquer avec eux, à leur souhaiter la bienvenue à tous les

niveaux, jusqu'au conseil d'administration. Et ça, c'est très important. C'est très positif. Et, j'ai donc une liste de 80 étudiants. Qui sont prêts maintenant à devenir non plus NextGen mais Fellows, à obtenir des bourses de l'ICANN et je pense qu'ils auront la possibilité de progresser à l'ICANN. Ce sont des membres de qualité, des personnes et des membres individuels de qualité également. Ils vont pouvoir travailler dans les groupes, ils vont pouvoir contribuer aux débats, au développement de politiques. Ils vont véritablement faire partie prenante de notre communauté.

Et ici, en Afrique, tout comme dans d'autres régions du monde. Je pense que nous avons des possibilités de sensibilisation qui sont fortes avec ces NextGen, avec ces nouvelles générations, parce que vraiment ils veulent travailler différemment. Ils veulent un monde différent, ils veulent être plus actifs à tous les niveaux. Et, je crois que l'ICANN doit les aider et les intégrer dans notre communauté. Voilà. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci beaucoup.

SHREEDEEP RAYAMAJHL :

Merci Jonathan. Donc, nous avons eu une approche un petit peu différente pour les fellows, pour les fellowship. Il n'y a pas eu donc d'affectation, mais tout le monde était disponible pour tous les fellows et grâce à Siranush et Ergis, il y a eu des séances très pratique pour les fellows. On a eu d'excellents intervenants, on a eu de très bons débats au niveau des programmes, des fellows.

Il y a eu une pré-réunion. Nous avons eu les défis et les opportunités, notamment de l'ICANN et il y a eu beaucoup de partage de connaissances, de problèmes d'idées. Et, je pourrais vous donner un rapport plus long plus tard. Et, pendant la réunion, nous avons eu une réunion au petit-déjeuner avec les fellows et on les a aidés. On a effectué un travail de mentorat pour s'assurer qu'ils soient efficaces dès le départ.

Les boursiers s'intéressent beaucoup à la sensibilisation. Ils vont retourner dans leurs pays respectifs et continueront le travail. Et, ils sont très intéressés, très motivés pour le développement des politiques de l'ICANN. Et, beaucoup d'entre eux sont également extrêmement intéressés par l'ALAC. Je crois qu'il faut remercier les mentors et merci à Siranush et à toute son équipe. Et, véritablement, nous avons eu une période extraordinaire que nous avons vécu ensemble avec les fellows et ils sont les bienvenus dans la communauté également.

JONATHAN ZUCK :

Merci beaucoup. Désolé de vous forcer à aller très vite, nous sommes un petit peu en retard, mais nous allons continuer à travailler avec les Next Gen. Nous allons avoir un appel d'ici peu. Donc, désolé d'être si pressés aujourd'hui par le temps, mais pour la ccNSO, vous avez la parole. Rapport concernant la ccNSO.

LAURA MARGOLIS :

Oui, merci beaucoup Jonathan. J'aimerais remercier Hadia, tous les collègues d'Afrique parce qu'on a été très bien accueilli. Vous avez été

des hôtes extraordinaires. Moi, je n'ai pas été en mesure d'effectuer toujours des comptes rendus. Mais, la ccNSO se déroule à des heures un peu différentes. Je vous enverrai mon rapport par écrit. Merci.

JONATHAN ZUCK : Merci beaucoup. Bukola, parlez-nous des réseaux sociaux rapidement.

BUKOLA ORONTI : Oui, je m'appelle Bukola Oronti, et nous avons donc tout un projet réseaux sociaux et je suis heureux de dire que l'engagement a été tout à fait impressionnant. La sensibilisation qui s'est déroulée sur les réseaux sociaux a été du plus haut niveau et ça a été très important pour les nouveaux venus. C'est encourageant, et il y a eu un concours des réseaux sociaux. Nous avons eu Nebert Ashaba qui a donc qui n'est pas sur place, mais qui a gagné ce prix sensibilisation aux réseaux sociaux et Nebert Ashaba, donc... Deuxièmement, nous avons Rachad Saonussi et Mutageki Cliff au troisième plan qui a fait... et qui ont fait un travail extraordinaire de sensibilisation à l'aide des réseaux sociaux.

JONATHAN ZUCK : Merci beaucoup. Désolé de vous presser un petit peu. Nous avons de longues conversations, mais j'aimerais remercier tout le monde et j'aimerais vous remercier. J'ai pris ma retraite en 2018, J'ai pris ma retraite en 2018 et je me suis joint à la communauté At-Large. Avant, j'étais à l'IPC et avant, je faisais partie d'une association. Maintenant, je le fais pour m'amuser, pour me divertir.

Et j'essaie de faire beaucoup et de également travailler au niveau des de différents films. Donc, je vais aller directement à Malte pour diriger un film. Je serai serais cinéaste et je ne serais pas disponible pendant 45 jours. Pendant 45 jours, Claire et Justine vont prendre le relais, prendre le flambeau tandis que je dirige ce film et à Malte. Et, je ne sais pas si vous serez contents de me revoir, mais ce sera au mois d'août. Je vais donc... serai pas sur les réseaux pendant 45 jours, mais je vous remercie beaucoup de votre travail et de votre soutien. Ça a été une grande réunion.

Excellent débat. Je pense que nous avons amélioré notre réputation dans la communauté de l'ICANN. Nous sommes très rigoureux dans notre travail et j'apprécie la participation de toutes et de tous. Merci. Oui, Heidi a une annonce.

HEIDI ULLRICH :

Oui, merci beaucoup. Une annonce pour tout le monde sait qu'il y a une transition. Claudia Ruiz, qui soutenait At-Large depuis des années, des années. Claudia Ruiz est également la ccNSO et elle va être à plein temps maintenant à la ccNSO. Donc, on va dire donc au revoir à Claudia Ruiz qui ne pourra plus travailler pour At-Large et nous pouvons la remercier. Nous pouvons donc lui souhaiter bonne chance.

Elle va travailler à plein temps pour le ccNSO. Nous avons donc besoin de former une nouvelles personne et Brenda Brewer. Brenda Brewer se joindra à nous de manière temporaire pour soutenir At-large. Merci beaucoup.

JONATHAN ZUCK : Une nouvelle fois merci à toutes et à tous. Jonathan Zuck au micro. La séance est levée et nous remercions nos interprètes.

LEON SANCHEZ : Merci aux interprètes, merci à l’équipe technique et merci à vous tous et à vous toutes.

GISELLA GRUBER : Merci à nos interprètes qui nous permettent de communiquer. Gisella au micro. Merci pour les heures que vous passez dans ces petites boîtes et merci à toute l’équipe technique qui nous a également beaucoup soutenu. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]